

« *Groupe*  
*TAPURA HUIRAATIRA* »



ASSEMBLEE  
DE LA  
POLYNESIE FRANCAISE

Papeete, le jeudi 11 juin 2015,

ALLOCUTION de Mme Teapehu TEAHE

*Projet de délibération portant modification n 1 de la délibération n° 2014-125  
APF du 5 décembre 2014 approuvant le budget général de la Polynésie  
française pour l'exercice 2015.*

Monsieur le Président de l'assemblée de la Polynésie  
française,

Monsieur le Président de la Polynésie française,

Monsieur le Vice-Président,

Mesdames et Messieurs les ministres,

Mesdames et Messieurs les Représentants, chers amis,

Mesdames et Messieurs les journalistes,

Mesdames et Messieurs,

Iaorana tatou i teie mahana api,

En préambule à mon intervention, je saisis ce moment pour rendre hommage à l'engagement dévoué et au sens des responsabilités de notre gouvernement qui vise à remettre le Pays sur le chemin de la croissance en faisant bon usage des deniers publics, une exigence de valeur constitutionnelle.

J'en profite donc pour lui apporter nos vifs encouragements et notre fidèle soutien.

Dans le cadre de ce premier collectif budgétaire 2015, je constate que de nombreuses opérations sont budgétisées en vue de remettre la Polynésie française sur la voie du développement, de l'emploi et de l'équité sociale et de la solidarité.

Et, c'est avec une joie immense que je remarque, en lisant ce collectif que notre gouvernement a véritablement mis en œuvre tous les moyens pour répondre aux demandes de nos concitoyens et assurer la montée en puissance du logement social. En tant que présidente de la commission du logement à l'assemblée de Polynésie française, je ne peux que me réjouir de voir se dégager de ce collectif, une politique du logement social enfin DIGNE.

Au travers de ce soutien au secteur du logement, notre gouvernement a bien compris que le droit à un logement décent pour tous ne doit pas demeurer un

simple idéal, il doit s'incarner dans la vie quotidienne de nos concitoyens en leur donnant un toit à la mesure de leurs moyens.

A l'assemblée de la Polynésie française, nous recevons chaque jour des familles en détresse qui vivent dans des conditions inhumaines. Nous connaissons tous autour de nous des familles qui vivent dans des logements insalubres, sans sécurité, qui s'entassent à 10, 15, voire plus, dans un minuscule appartement. L'OPH enregistre actuellement 661 demandes en aide à l'amélioration de l'habitat insalubre et 3243 demandeurs dont 1930 résidant sur Tahiti et Moorea en habitat dispersé. Ces chiffres reflètent bien la triste et dure réalité dans laquelle se trouve notre population et les besoins en matière d'habitat tant dans les îles que dans les archipels.

Grâce à notre gouvernement, nous pouvons ENFIN répondre aux attentes de notre population qui souffre.

En effet, rappelez-vous, chers amis, qu'en matière d'habitat dispersé aux îles-du-vent un seul et unique « fare » avait été livré en 2013 et 37 en 2014.

Au 30 juin de cette année, ce sont 26 fare livrés, 50 en cours de construction et 34 dossiers qui démarrent ce mois-ci. Ce qui fait un total de 110 fin juin.

L'objectif du gouvernement est la livraison de 350  
fare et 400 pour 2016.

Grâce à notre gouvernement, ce sont également nos  
archipels éloignés, oubliés depuis la fermeture du FDA  
qui vont également bénéficier de ces opérations de  
soutien au logement. Je remercie le gouvernement pour  
ce geste envers les îles.

Il est évident que la mise en œuvre de toutes ces  
opérations démontre bien l'action déterminante du  
gouvernement d'offrir aux familles les plus démunies  
les conditions de se loger décemment. Ces mêmes  
familles qui ne peuvent aujourd'hui prétendre pouvoir  
se loger sur le marché privé.

Il n'y a aucun doute également que ce collectif  
s'inscrit dans une démarche de relance de notre  
économie. Entre le logement et l'emploi, il y a un lien  
évident, étroit et direct. C'est bien sûr le secteur du  
bâtiment qui est relancé. Nous ne pouvons être  
indifférents devant tant d'efforts et de volonté d'agir  
pour le bien de la population.

C'est pour cela que je conclurai en m'adressant à  
tous les élus de l'assemblée de Polynésie française :

Mes chers amis les représentants, aujourd'hui je  
me permets de vous demander modestement de voter ce

budget pour notre population qui souffre et qui attend de nous que ne prenions nos responsabilités. N'oublions jamais que nous avons été élus pour œuvrer pour l'intérêt général et non pas pour notre intérêt personnel.

Je vous remercie de votre attention.